

Juin 1973

RAPPORT MORAL ET INTELLECTUEL.

Les faits vont vite, de nos jours. Et même si vite que la situation internationale et transnationale peut véritablement bouger et changer d'une session de notre Comité directeur à une autre. Je ne pense pas ici au vieux phénomène de la guerre et de la paix, d'un accident dans le cours normal des relations entre Etats, mais de la véritable révolution qui s'opère dans le réseau universel des relations humaines à travers les frontières, au-delà des cadres ~~des~~ nationaux. Une éminente personnalité européenne, M. Jean Rey, ancien président des Communautés, faisait remarquer l'autre jour à la Conférence européenne de la Fédération mondiale pour les Nations-Unies que le concept même des Nations-Unies était déjà dépassé. Cela ne me paraît pas douteux. Jean Rey pensait aux nouveaux groupements d'Etats. Je pense aux groupements indépendants des Etats. Les Etats-nations n'ont plus le privilège ^{actuel} du pouvoir national et international. En apparence, les Etats-nations sont encore les maîtres du jeu. En fait et de plus en plus, ils doivent compter avec l'opinion, avec les peuples, avec les groupes de pression, avec les intérêts. [Nous savons cela vous et moi, ce n'est pas nouveau pour nous qui sommes dans le bain de l'organisation non gouvernementale. Mais il n'est même pas certain qu'à part un petit groupe d'initiés ^{selon les intérêts propres de} les ~~ONU~~ elles-mêmes aient déjà pris conscience de la transformation des relations internationales et de l'évolution vers les transnationalités.] J'ai rencontré l'autre jour un des grands maîtres des puissantes sociétés d'assurance, qui allait présider à Paris le sommet des assureurs des Dix pays de la Communauté. Il connaissait notre Institut, ses activités, ses projets et ses besoins. Je l'en avais entretenu l'an dernier, et il m'avait répondu que la corporation des assureurs était encore relativement indifférente à l'esprit de coopération au-delà de son secteur et de ses solidarités d'affaires. Cette fois, il m'a dit avoir constaté une ^{ouverture} ouverture de curiosité et d'intérêt en tous cas au niveau le plus élevé, chez les plus grands. C'est une constatation que nous pouvons faire dans d'autres secteurs.

Je crois vraiment qu'une mentalité est en train de changer, lentement mais sûrement. Le gros de l'opinion ne sait pas

encore. Le personnel des Etats sait peu. Les universités éprouvent le besoin de savoir et c'est peut-être l'élément nouveau le plus important. Enfin la fonction internationale semble marquer plus d'intérêt au secteur privé que précédemment.

Le problème de la révision de la consultation est ~~posé~~ ^{posé}. Il est posé par la résolution du 3 juin de l'an dernier ayant trait à la contribution des ONG, aux programmes de la stratégie au développement et par l'interprétation extensive que le président de l'Ecosoc a donné de cette résolution sous l'inspiration ~~des~~ ^{du} Secrétariat, semble-t-il. Il est surtout posé par la nécessité où se trouvent les organisations intergouvernementales de se procurer des concours scientifiques et des ressources en dehors des Etats.

Les documents de la FAO, spécialement de son Comité de liaison avec l'industrie, font état de sommes considérables pour assurer la subsistance du monde pour les dix prochaines années et ils indiquent clairement la source principale des fonds requis : les sociétés multinationales.

Sur le plan scientifique, la coopération des deux secteurs, le public et le privé, est la condition du succès des programmes. J'en ai acquis la conviction par mes entretiens avec les chefs de l'administration internationale. (Le sous-secrétaire d'Etat Philippe de Seynes m'a dit ~~par exemple~~ le cas qu'il faisait de la Chambre de commerce internationale avec laquelle il a établi des relations spéciales. J'ai ainsi appris que la Chambre de commerce, à l'exemple de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Europe, était un trait d'union entre les deux systèmes économiques et sociaux, entre l'économie de marché et l'économie socialiste.

A la vérité, nous vivons un moment de perplexité où tous le monde s'interroge, Etats, organisations, ^{universités} associations et particuliers, sur les évolutions en cours et les orientations à prendre.

Et comme il arrive à ces heures d'hésitation, dans le brouillard des incertitudes, on cherche des points de repère. Notre institut apparaît comme un de ces points de repère et mieux encore comme un lieu de réflexion. Nous voyons bien cela

par tous les avis qui nous sont demandés. La dernière sollicitation en date est celle du Conseil de l'Europe qui nous propose une journée de travail à Strasbourg pour mettre un peu d'ordre ~~et de hiérarchie~~ dans la consultation des ONG.

A l'évidence, c'est aux instants de transformation des relations humaines qu'un Institut comme le nôtre prouve sa raison d'être et justifie son existence. Lors de la table ronde que nous avons tenue à Genève en octobre dernier, les représentants présents des ONG et de l'organisation intergouvernementale s'accordaient à dire que si l'UAI n'existait pas il faudrait l'inventer.

Mais cette raison sociale nous confère des responsabilités morales et intellectuelles. Institut d'études et de recherches d'une part, institut de services d'autre part, nous ne pouvons pas nous borner à ce que j'appellerais un travail ordinaire, à un service de références et de documentation, à des publications d'intérêt pratique. Loin de moi l'idée de mépriser cet ordinaire qui assure notre subsistance et notre indépendance et qui nous donne les moyens de faire autre chose. Je vis de bonne soupe et non de beau langage, disait Molière. Notre bonne soupe, c'est le produit de la vente de nos publications et de la publicité qui s'y attache. Comptez sur le Secrétariat de l'UAI pour veiller à cette intendance qui ne suit pas aussi facilement que le général le prétendait.

Mais cet ordinaire une fois assuré, nous avons le devoir de le dépasser pour faire quelque chose de moins ordinaire, de plus extraordinaire. C'est ce sentiment qui nous a inspiré l'idée du Séminaire de réflexion qui va pouvoir s'ouvrir demain dans cette ville grâce à la sollicitude de notre président et à l'aide de la Société italienne de l'organisation internationale qu'il dirige.

L'organisation de l'Eglise catholique distingue entre les petits et les grands séminaires. Je me suis documenté à ce sujet. Les petits séminaires sont des écoles secondaires où l'on élève les enfants en vue du recrutement du clergé. Les grands séminaires sont des établissements diocésains où l'on prépare les jeunes clercs à recevoir les ordres.

Notre séminaire de Turin, il y a deux ans, fut en ce sens, un petit séminaire ayant pour objet la formation des cadres. Nous avons pensé que les circonstances nous obligeaient à organiser un grand séminaire où l'on puisse préparer les clerics de l'organisation internationale à recevoir les ordres de la nouvelle société internationale et transnationale - l'ordre international public et l'ordre international privé.

Vous savez, la comparaison pourrait être poussée assez loin. Ainsi il y a à Rome un séminaire de la Propagande, de la propagation de la foi. Je voudrais que de notre Séminaire de Milan ~~qui~~ propage la foi dans la nouvelle société humaine et dans son organisation oecuménique. Le Séminaire de Milan est déjà un succès de participation. 65 personnes autour d'une table ronde, c'est plus que nous n'avions imaginé. Il nous plaît aussi que cette participation se répartisse dans de bonnes proportions entre les représentants des ONG et ceux des organisations intergouvernementales, des fondations, des universités, de la jeunesse et des sociétés multinationales. [Il est ~~notable~~ ^{notable} que toutes les grandes institutions spécialisées des Nations-Unies nous aient donné leur patronage. Mais je tiens pour caractéristique qu'un très grand nombre d'associations aient été empêchées de venir pour des raisons diverses et d'abord d'indisponibilité, et que ces associations nous en aient exprimé le plus vif regret en nous demandant de les instruire des résultats du Séminaire. [Car le Séminaire est appelé dans notre esprit à avoir des lendemains. On en attend les conclusions. Il émettra des idées, Les hommes d'études et les hommes d'action confronteront leurs vues. Notre Secrétariat en fera le compte-rendu analytique et puis/autant que possible,/une certaine synthèse. Nous devons diffuser ces travaux. Déjà on nous a demandé d'en faire l'exposé ici et là. Et d'abord à une réunion des ONG de l'Ecosoc.

Notre Revue mensuelle, qui a été un instrument de préparation du Séminaire, en sera un instrument de diffusion.

Nous avons de l'ambition pour notre Revue. Nous voudrions qu'elle devint une sorte de moniteur universel du mouvement international et transnational, le mot moniteur étant pris ici

dans son sens étymologique de conseiller, de guide pour les associations internationales.

Monsieur le Président,

*leur of leur
non offerebly
sur Haevenlans*

Comité J'arrête ici ce ~~très long~~ monologue. Je devais à notre ~~ce~~ *ce* tracé de la ligne que nous suivons. Nous comptons beaucoup sur le concours de chacun de vous pour nous aider. Nous avons essayé de vous tenir au courant de nos activités. Nous continuerons. Certains d'entre vous ont apporté leur collaboration à notre Revue. Qu'ils en soient remerciés et qu'ils entretiennent cette liaison avec l'Institut.

15 juin 1973.

RAPPORT D'ACTIVITES 1972 - 1973.

Le premier devoir de votre Secrétaire général dans son rapport d'activités au Comité directeur me paraît être de donner une sorte de bulletin de santé de notre Institut.

Eh bien, je crois pouvoir vous dire, en gros, que l'UAI ne se porte pas mal moralement ni matériellement. Nous ne sentons pas encore les maux de l'âge, malgré nos 63 ans d'existence. Nous prétendons même à un certain rajeunissement de notre maturité. La tête demeure bonne et le coeur est à la besogne.

Cette santé repose sur un effort constant bien souvent à la limite du dévouement. Notre petit état-major s'entend bien, fort heureusement, et j'ai beaucoup de considération pour mon entourage. Avec la confiance de notre président et vos encouragements, MM., nous avons pu, je crois, remplir notre mission et mieux encore nous adapter aux temps nouveaux que nous vivons.

Je vous dirai tout à l'heure, dans un autre exposé, comment je comprends cette mission dans ses perspectives d'avenir.

M'en tenant pour l'instant à un rapport d'administration et d'action, sachez d'abord que nous nous sommes donné l'outil de notre travail. Les locaux ont été aménagés pour un rendement maximum, depuis les caves jusqu'aux mansardes et nous n'avons plus désormais que la source de percer le toit ou de dresser une tente dans le jardin. Nous avons compartimenté les grands bureaux, regroupé les services par étage, aussi rationnellement que possible, nous avons isolé le local de nos machines, feutré les parquets, acquis les armoires et les classeurs nécessaires. Notre dernière acquisition est un mini-ordinateur pour la composition dans la maison de nos annuaires anglais et français.

Du personnel a été recruté, en partie permanent et en partie temporaire. Cette double forme de recrutement répond à nos besoins et à nos courbes d'activités. Ce recrutement est international, comme il convient. Il se fait compte tenu de nos deux langues de travail, le français et l'anglais.

*

*

*

Cet outil en personnel et matériel nous a permis de soutenir et de promouvoir nos activités dans nos différents secteurs d'études, de recherches, de services, de congrès, de publications et aussi dans nos relations extérieures de contacts, de démarches, de représentation, de conférences et autres.

Avant de vous instruire de ces activités en particulier, je crois bon de vous dire que nous les concevons comme un tout cohérent, relevant d'un même esprit et d'un même objet, intellectuellement et pratiquement.

Nos études participent de nos services et de nos publications de références et inversement. Notre revue est à la fois une tribune d'idées, un bulletin d'information, un instrument de congrès et une source de revenus publicitaires. Nos relations extérieures sont à la fois de présence, de diplomatie, de négociation, de propagande, de promotions commerciales et de participation à divers travaux. Nos publications sont à la fois une oeuvre et un service d'information pour autrui et un moyen d'existence pour nous-mêmes.

*
* *

Quant à nos études, elles se sont attachées, comme il est de notre rôle, à la méthode des relations internationales et transnationales, aux rapports fonctionnels entre les divers agents de la vie internationale, à la solidarité du réseau des organisations, aux problèmes communs aux organisations non gouvernementales, au langage international, à la consultation des ONG par les OIG, aux perspectives nouvelles de la participation et aux nouvelles formes d'action internationale telles les sociétés multinationales, aux projections universelles de l'action des ONG notamment en direction du monde sous-développé.

Nous nous sommes consacrés à l'étude des derniers programmes de l'organisation internationale qui concernent l'environnement humain et les catastrophes. Ces programmes ont été pour beaucoup une sorte de révélateur de l'importance des ONG et de leur participation nécessaire. La fonction internationale en est devenue consciente. Nous avons largement profité de cette circonstance et marqué de précieux points.

Nous étions présents à la Conférence des ONG de Genève réunie par la Croix-Rouge à la suite de la Conférence de Stockholm sur l'environnement. Un groupe d'études y a été constitué, en partie à notre suggestion, pour penser à de nouvelles formes de consultation. J'ai personnellement rencontré le président du Conseil économique et social et les hauts fonctionnaires des Nations-Unies et des Institutions spécialisées pour leur faire part de nos vues sur la rénovation de la consultation du secteur privé. L'assemblée générale de l'ONU a pour la première fois fait écho à notre action. M. Harmel, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, a en effet tenu sa promesse en consacrant une partie de son discours au rôle nécessaire des ONG en citant notre Institut. M. Waldheim a marqué son intérêt pour notre effort et a demandé à m'entretenir à Genève à l'occasion de la prochaine session de l'Ecosoc.

Le nouveau Secrétaire Général adjoint pour les catastrophes s'est entièrement documenté chez nous pour l'importante conférence de presse qu'il a accordée à New-York à propos des ONG.

Je ne voudrais pas tomber dans le travers ridicule du Monsieur qui écrivait tous les jours au Président de la République française et qui croyait naïvement orienter la politique de l'Elysée. Mais quand nous voyons la fonction internationale recommander sérieusement au Comité de l'Ecosoc chargé des ONG de reconsidérer la consultation dans le sens d'une participation beaucoup plus efficace et de

mobiliser l'opinion publique à l'aide des CNG pour rendre à l'organisation internationale sa crédibilité, eh bien nous sommes en droit de nous dire que ces changements ne sont pas tout à fait l'effet du hasard ni absolument étranger à nos efforts d'éclairage et de pression.

De même notre Séminaire de réflexion de Milan a-t-il eu de nombreux échos, dont témoigne notre courrier. Les idées émises font leur chemin. Des Instituts, des professeurs et des chercheurs les mettent à leur programme. Nous avons provoqué des commentaires à partir de l'excellent compte-rendu que Gille Devillé a fait du Séminaire, en réponse aussi à quelques questions précises qui ont été établies par M. Judge. Notre président nous a aidé dans notre effort de synthèse après avoir rendu possible le Séminaire grâce à l'appui de la Société italienne de l'organisation internationale qu'il dirige et à son financement. Qu'il en soit remercié.

La ville de Milan a retenu généreusement l'idée d'un prolongement et même d'une institutionnalisation du Séminaire. Mais il a été sagement entendu qu'un nouveau Séminaire plénier devrait être la conclusion de travaux de groupes plus restreints. C'est à quoi nous avons pensé à partir de la documentation déjà réunie. Grâce à l'appui du Service de documentation du Ministère belge des Affaires étrangères, nous sommes en train de préparer une brochure en anglais et en français qui réunira l'ensemble des idées et suggestions exprimées avant, pendant et après ce Séminaire et qui regroupera les textes disséminés dans divers numéros de notre Revue.

*

*

*

Un sujet d'importance prioritaire parmi ceux qui ont été évoqués à Milan nous paraît être le langage international, la terminologie, l'adaptation du vocabulaire à de nouveaux concepts, la recherche pour ce qui nous concerne de ce que les linguistes appellent les universaux du langage. International ou transnational, multinational, supranational ? Il faut s'entendre, comme il faut s'entendre sur le concept non gouvernemental et être sûr d'être compris à peu près de la même façon à Moscou, à Pékin, à New-Delhi, à Addis-Abeba, à Bruxelles, à Washington et à Santiago du Chili.

Nous nous proposerons de tenir un colloque sur ce thème en marge de notre prochaine Assemblée générale.

*

*

*

Par la force des choses notre Institut est entraîné dans le mouvement des Universités de plus en plus intéressées au phénomène sociologique de l'organisation non gouvernementale. Des universités sollicitent nos avis et nous demandent de la documentation, en Europe et en Amérique. Ainsi, en ouvrant une nouvelle chaire de l'organisation internationale, l'Université du Latran à Rome a-t-elle décidé de consacrer une partie de son premier cours à l'UAI en soi. Le contact est constant avec les Universités américaines surtout grâce aux relations et aux déplacements de M. Judge. Un professeur améri-

cain, M. Merrifield, membre de notre Institut, est venu travailler plusieurs semaines à notre siège. M. Speeckaert aura l'occasion de vous en parler à propos de la proposition de Séminaire que nous vous avons soumise. Ainsi notre Institut tend-il à devenir pragmatiquement ce centre d'études et d'action interuniversitaires, ce lieu d'accueil, de rencontre, d'émission et de réception, dont M. Speeckaert avait rêvé.

Nous voulons que notre Revue "Associations Internationales" soit l'organe de tous nos travaux et que par la variété de ses aspects elle puisse intéresser tout à la fois la fonction internationale, les associations, les fondations, les professeurs et les experts intéressés à nos problèmes, et très généralement des lecteurs simplement cultivés ou curieux.

A cette fin nous avons imaginé un programme étendu sur plusieurs mois ; un programme de numéros généraux alternant avec des numéros spéciaux consacrés à une suite de sujets considérés dans leurs rapports avec l'organisation non gouvernementale.

Nous avons déjà traité des problèmes de la paix, du sous-développement, des catastrophes, de l'environnement, du tourisme sans oublier la mise en œuvre de notre Séminaire de Milan. Notre prochain numéro va être consacré aux activités internationales dans le domaine de la santé. Nous avons en chantier des numéros sur la Consultation, la Francophonie, les Eglises, les Universités, et en projet des numéros sur le développement, les assurances, les transports, les syndicats, les mouvements de jeunes et de femmes, le statut juridique des ONG. Nous publions systématiquement des portraits d'ONG retraçant leur objet, leur historique, leurs activités, leurs projets, leurs soucis. Pour chacun de nos thèmes nous essayons de détecter toutes les associations intéressées auxquelles nous adressons un appel de collaboration. Cela nous permet d'élargir constamment notre clientèle et de rayonner toujours davantage dans nombre de sphères et de milieux.

Notre souci est d'avoir des articles autorisés et de première main, signés par des chefs responsables. Nous sommes ainsi assurés d'une haute qualité d'information et de fond. La difficulté est d'avoir toujours une certaine qualité de rédaction et de forme, en anglais ou en français. Nous n'avons pas le loisir de recevoir entièrement les articles et nous risquerions de heurter la susceptibilité des auteurs à trop les modifier. Mais dites-vous bien que nous réussissons ce tour de force d'avoir des articles de valeur continue par des collaborations entièrement bénévoles, sans bourse délier. La mise en page fait l'objet de beaucoup de soins et Mrs. Raber y excelle. Nous sommes très attentifs à développer et à discipliner la publicité. J'ai même personnellement fait des démarches au sommet de certains établissements de finances, d'assurances ou de transports. Nous tenons périodiquement conférence avec M. Ranson, notre Délégué-Directeur de Publicité. Mlle de Coninck assure une liaison constante avec notre bureau de publicité et contrôle l'information des Congrès.

*

*

*

Mentionnant les Congrès après le chapitre de la Revue, je dirai que notre section des Congrès est très active et qu'elle a mis cette dernière année deux beaux fleurons à sa couronne ; c'est d'abord notre nouveau Calendrier des Congrès dont vous avez pu apprécier le développement et l'innovation publicitaire. C'est ensuite la conclusion d'un contrat avec la Japan National Tourist Organization pour l'organisation en commun d'un Congrès sur l'organisation des congrès dans l'aire de la région de l'Asie et du Pacifique Ouest. Si vous voulez bien vous en souvenir, j'avais posé les jalons de ce projet en me rendant à Tokio en mars 1972 à l'invitation et aux frais de la Japan National Tourist Organization. Le projet ayant pris corps, Mlle de Coninck s'est à son tour rendue au Japon au début de cette année, toujours à l'invitation de la Japan National Tourist Organization, pour mettre le contrat au point. Ce contrat est maintenant signé et il se présente ma foi fort honnêtement. Le Congrès devait avoir lieu en 1975. Les Japonais nous ont demandé de le différer à l'année suivante en raison de leur propre calendrier de dates et de subventions.

*

*

*

J'en arrive maintenant à nos publications. M. Judge vous fera spécialement rapport à ce sujet comme précédemment. Mais il m'appartient de vous instruire de notre politique et de notre dessein en ce qui concerne nos Annuaires qui sont notre meilleure carte de visite, si j'ose dire, en même temps que la fondement de nos ressources budgétaires. Je crois que nous avons maintenant répondu à vos vœux et servi au mieux nos intérêts envisagés dans l'immédiat et dans la perspective de notre avenir. La 15^{ème} édition en version anglaise est mise sur ordinateur. Les éditions suivantes seront désormais de cadence annuelle.

Nous avons ainsi négocié une édition française qui nous était réclamée de divers côtés et pour laquelle il y a un marché potentiel certain dans l'ensemble des Etats francophones. Nos négociations ont duré deux ans, mais elles ont en définitive abouti au résultat positif dont nous faisons un préalable : les moyens de financement. Un prêt sans intérêt nous a été accordé par une participation conjointe de l'Agence culturelle et technique de la Francophonie (les 32 Etats de la Conférence de Niamey), de la France et du Canada-Québec. La version française de l'Annuaire a ainsi pu être mise en chantier. Elle s'élabore parallèlement à l'édition anglaise et sortira dans les mêmes conditions, à une cadence annuelle. Nous avons réorganisé notre service à cette fin et Mlle Devillé a pris sur elle d'œuvrer personnellement à la composition de la première édition de l'Annuaire français. Si l'UAI doit avoir un problème sérieux, ce sera celui des ménagements à prévoir pour la santé de notre Secrétaire Générale adjointe qui en fait trop.

Le prêt du financement de l'Annuaire sera remboursé après la vente de l'ouvrage et en partie sous forme d'acquisition de volumes. Nous sommes en train d'en préparer le lancement par souscriptions.

*

*

*

M. Judge vous parlera du "Yearbook of World Problems", cette nouvelle ouverture d'activités de notre Institut, ce Département autonome qui prend place sous le toit de l'UPI en association avec Mankind 2000. L'UPI pratique ainsi à sa manière une sorte de politique d'autonomie régionale. Ce département, qui va compléter très utilement nos services de données et de références, a trouvé son mécénat par l'entregent de M. Judge, et ses moyens de travail par les facilités que nous a consenties la fonction internationale.

*

*

*

Vous voyez ainsi se profiler notre politique de développement prudemment audacieuse, secteur par secteur, avec un financement approprié à chaque entreprise nouvelle.

Nous distinguons, comme dans les comptes d'Etat, entre l'ordinaire et l'extraordinaire.

L'extraordinaire, c'est l'investissement de promotion. A cet égard l'engagement pris par nos donateurs il y a trois ans a été tenu. La troisième tranche a été versée, ce qui représente finalement une contribution totale en argent d'environ deux millions et demi de francs belges. De même source, on cherche actuellement le moyen de compléter cette contribution en finançant l'acquisition de notre mini-ordinateur à concurrence de 750.000 F.B. La démarche est en cours.

L'ordinaire, ce sont les quelques subventions continues, ce sont les cotisations de nos membres donateurs (supporting members), dont le nombre tend à augmenter ; mais c'est surtout, les recettes de nos publications, les annuaires et la revue. Autrement dit, la promotion de notre Institut étant le fruit d'apports exceptionnels, nous devons vivre bon an mal an de nos revenus et équilibrer des dépenses accrues, en frais de personnel, de gestion et de publications, par le produit également accru de nos ventes et de nos services.

Cette pondération nécessaire nous dicte notre conduite. Nous devons réduire nos dettes, qui n'ont d'ailleurs jamais dépassé la mesure de nos créances, en allégeant ainsi le service des intérêts. Nous devons aussi proportionner le recrutement et la promotion de notre personnel à notre rendement. Nous devons enfin opérer une promotion commerciale. C'est un de nos principaux soucis, qu'il s'agisse de la vente des annuaires ou de la publicité dans notre revue.

*

*

*

Un mot maintenant de nos relations extérieures. Nous avons pris beaucoup de contacts utiles en recevant et en rendant visite, en développant un courrier abondant, en nous déplaçant autant qu'il est utile, pour des conférences, des colloques, des groupes de travail. Un de mes derniers voyages a été fait à Rome et à Milan sur la gracieuse invitation de la Société italienne pour l'organisation internationale. Ce sera un de mes beaux souvenirs. Notre président

m'a permis de rencontrer un très grand nombre de personnalités intéressées par nos travaux. J'appelle cela un placement d'idées, un investissement d'intérêt pour notre Institut.

Notre Représentant au Vatican, Mgr. Zupi, Prononce, m'a aménagé une entrevue avec le Cardinal Veillot, Secrétaire d'Etat du Saint-Siège, qui a témoigné d'une sympathique curiosité à l'endroit de nos travaux.

Je vous ai dit déjà nos contacts avec la fonction internationale à tous ses niveaux. Le Conseil de l'Europe, intéressé par la consultation, vient de m'inviter pour une visite de courtoisie et une journée de travail à Strasbourg.

Comme d'habitude, M. Judge m'a largement secondé et nous avons fait une bonne division du travail. Les relations de notre ami avec les milieux universitaires américains ou plus généralement anglo-saxons nous ont été très profitables.

J'ajouterai que les relations avec les différents milieux officiels et privés du pays-hôte de l'UAI ont été très fécondes et que nos activités ont trouvé le maximum de facilités. Vous me permettrez de m'en réjouir en partant d'une vérité d'expérience : c'est qu'une association internationale quelle qu'elle soit, et en particulier un Institut comme le nôtre, ne peut réussir qu'à la condition de se trouver dans un climat favorable à son idéal et à ses activités avec tout ce que cela comporte de commodités en libertés, discrétion, information, communication, tolérance fiscale, aides administratives, appui des journaux locaux, etc..

Et voilà, Monsieur le Président, un exposé qui se voudrait assez complet, mais qui comporte forcément beaucoup de lacunes. Il est vrai que nous sommes là pour répondre à vos questions et à vos observations.